

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 18 mars 2016



Aujourd'hui, le dix-huit mars deux mille seize à 14 heures, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle n°3 à l'Hôtel du Département des Hautes-Pyrénées, sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE,
Messieurs Paul CARRERE, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN.

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Etaient excusés :

Madame Céline SALLES,
Messieurs Gérard CASTET, Bernard SOUDAR.

OBJET : AFFAIRES DIVERSES / Autorisation de signature - Foncier : Servitudes de passage dans le cadre de la construction de la passe à poissons au pont d'Aire sur l'Adour

Exposé des motifs :

Considérant la construction d'une nouvelle passe à poissons sur le seuil du pont d'Aire sur l'Adour en rive droite,

Considérant la nécessité pour l'Institution Adour de prévoir une servitude de passage afin d'assurer l'entretien ou la réparation de l'ouvrage,

Il est proposé la signature de conventions ayant pour objet la création de servitudes de passage pérenne au bénéfice de l'Institution Adour sur les parcelles suivantes sises sur la commune d'Aire sur l'Adour :

- CM 4 et CM 153 appartenant à Monsieur Michel TREUTENS, Madame Arianne TREUTENS, Madame Sandrine TREUTENS et Monsieur Olivier TREUTENS,
- CM 3, CM 145 et CM 154 appartenant à Monsieur Bernard MARTIN et Madame Marie MARTIN,

Ces servitudes seront établies à titre gracieux à titre permanent.

En l'absence d'observations,

LE BUREAU

Après avoir délibéré,



D E C I D E

Article 1

D'autoriser le Président à signer les servitudes objet de la présente délibération et à prendre tout acte permettant la mise en œuvre de la présente décision.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 18 mars 2016 à Tarbes

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.